Commission de la culture et de l'éducation

Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n°82, Loi sur le patrimoine culturel

La Commission de la culture et de l'éducation est chargée de tenir des auditions publiques à compter du **18 janvier 2011** dans le cadre d'une consultation générale sur le projet de loi n° 82, Loi sur le patrimoine culturel.

Point de vue présenté par le Conseil des métiers d'art du Québec

Introduction

Le Conseil des métiers d'art du Québec (CMAQ) est l'association reconnue au titre de la Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature afin de représenter les intérêts des artistes en métiers d'art. Depuis quelques mois, notre association s'est vue autoriser de représenter également les intérêts des artisans des métiers traditionnels du bâtiment, en quête d'une reconnaissance culturelle officielle.

Artistes ou artisans, nos membres se sentent directement interpellés par le projet de loi sur le patrimoine culturel et, en leur nom, nous remercions la Commission de la culture et de l'éducation d'accueillir notre point de vue dans le cadre de la consultation publique.

Nous désirons saluer les aspects innovateurs de la Loi sur le patrimoine culturel, notamment pour l'ouverture au paysage culturel dans la définition du patrimoine et pour la mise en œuvre de plans de conservations dans les pratiques entourant le classement des biens culturels.

Notre présentation portera plus particulièrement sur le besoin de rendre plus explicite une zone de compétences professionnelles propres au patrimoine culturel et de lui assurer reconnaissance et protection dans le cadre de la loi sur le patrimoine culturel.

Créateurs de patrimoine

Le patrimoine bâti québécois offre un spectaculaire témoignage de l'origine et du développement de nos métiers du bâtiment.

L'apport technique et esthétique des générations d'artisans du bâtiment a dépassé la copie des modèles importés d'Europe. Il offre une véritable expression architecturale dans chaque région du Québec.

Le travail artisanal sur la pierre, le bois, le métal, la brique, le verre a fini par créer une signature culturelle dont peut s'enorgueillir chaque région.

Il est heureux que la loi sur le patrimoine maintienne les outils de reconnaissance et de classement ainsi que le registre des biens patrimoniaux afin de préserver la mémoire de cette expression culturelle.

Il serait heureux de mettre en valeur les artisans eux-mêmes qui, dans chaque région et chaque métier, ont contribué par leur savoir faire, leur ingéniosité, leur créativité et leur engagement en affaires à constituer ce patrimoine bâti.

Il serait heureux de considérer les artisans et artistes en métiers d'art d'aujourd'hui parmi les créateurs du patrimoine contemporain.

Porteurs de patrimoine

Héritiers naturels ou héritiers symboliques de la tradition, une centaine d'artisans pratiquent au Québec des métiers anciens dont la conservation et la diffusion tiennent plus de la passion que de réelles opportunités de mise en marché. À leur côté environ cinq cents artisans portent le savoir et la maîtrise de techniques traditionnelles essentiels aux interventions authentiques sur les bâtiments anciens et patrimoniaux. Aussi est-il important de mettre en place les conditions favorables de partage de ces passions personnelles et de transmission des savoirs qui les nourrissent.

D'autres artisans s'orientent vers la retraite sans relève et emportent avec eux les savoirs d'un métier en voie de disparition. La mise en œuvre du plan national de formation en métiers d'art amorcée en 1984 est restée incomplète pour quelques familles de métiers.

Il serait heureux que la loi du patrimoine permette de :

- *maintenir un registre de ces porteurs de métiers anciens et ceux en voie de disparition ;*

- *garantir par une mesure officielle la reconnaissance de leur statut culturel et la valorisation d'un compagnonnage culturel en vue de préserver la transmission intergénérationnelle de leur métier respectif.*

Conservateurs de patrimoine

Rural, urbain, religieux, industriel, traditionnel, contemporain... le patrimoine bâti appelle des interventions de conservation et de restauration auxquelles participent bon nombre d'artisans de métiers d'art liés au bâtiment.

Leur rapport culturel au bâtiment les caractérise : ils décodent les processus et techniques de travail en amont du bâtiment actuel ; ils renouent avec les matériaux et techniques d'origine ; ils ajoutent à l'héritage leur propre interprétation de la tradition, leur propre apport technique, leur propre création.

Spécialistes recherchés par les propriétaires de maisons anciennes, partenaires de bureaux d'architectes spécialisés en conservation et restauration du patrimoine bâti, sous traitants d'entrepreneurs spécialisés de la construction, les artisans des métiers traditionnels du bâtiment sont les parents pauvres de l'industrie de la construction et du milieu de la culture.

Il serait heureux que la loi sur le patrimoine permette de :

- *reconnaître le statut culturel de ces artisans de métiers traditionnels ;*
- *mettre en œuvre les mesures appropriées pour la promotion de leur contribution professionnelle et la transmission de leur savoir.*

Il serait heureux que la loi sur le patrimoine permette de :

- *reconnaître le statut culturel des chantiers où s'exerce l'expertise de ces artisans de métiers traditionnels ;*
- *favoriser la définition et l'application pour ces chantiers d'un standard professionnel culturel.*

Conclusion

Une référence légale explicite reste le premier pas dans la reconnaissance et le développement professionnel des artistes et artisans du bâtiment. Dans le cadre des récents travaux du comité L'Allier, le Conseil des métiers d'art du Québec a obtenu d'inclure leur reconnaissance dans la loi sur le statut de l'artiste. Avec vous, il exprime la recommandation que cette reconnaissance soit aussi inscrite dans la Loi sur le patrimoine culturel.